

"Après Copenhague: ne perdons plus de temps" dans 30 jours d'Europe (Janvier 1974)

Légende: Dans le mensuel 30 jours d'Europe de janvier 1974, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence de presse 'Europe', se montre déçu des résultats obtenus à l'issue du sommet européen de Copenhague (14-15 décembre 1973).

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. FONTAINE, François ; Réd. Chef CHASTENET, Antoine. Janvier 1974, n° 186. Paris: Service d'information des Communautés européennes.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"apres_copenhague_ne_perdons_plus_de_temps"_dans_30_jours_d_europe_janvier_1974-fr-f20ee85b-8796-4ff4-82b0-45c316dea155.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Après Copenhague : ne perdons plus de temps

E. Gazzo a suivi jour et nuit le Sommet de Copenhague, puis la réunion des ministres qui s'est tenue, dans la foulée, à Bruxelles. On pouvait attendre beaucoup d'une si exceptionnelle concentration d'hommes détenteurs des plus grands pouvoirs. L'opinion mondiale avait été mobilisée. Est-ce parce que l'on avait trop espéré ? L'observateur infatigable et serein qu'est E. Gazzo ne peut dissimuler ici son désenchantement.

Le Sommet de Paris devait être le commencement d'un processus de consolidation et d'élargissement de l'intégration, dont la date du 31 décembre 1973 devait marquer une étape importante, symbolisée efficacement par le passage à une nouvelle étape de l'Union économique et monétaire. Ce processus avait cependant un objectif plus éloigné : l'Union européenne en 1980.

Le Sommet convoqué pour la fin de 1973, et qui s'est réuni finalement à Copenhague les 14 et 15 décembre, devait surtout conduire, selon les déclarations explicites de M. Pompidou qui en avait lancé l'idée, à une accélération de la coopération politique et, par conséquent, à nous rapprocher davantage de l'*Horizon 1980*. Il devait s'agir d'un Sommet « nouveau style », si bien que, dorénavant, on parlera plutôt de « conférences présidentielles ». Il devait donner l'impulsion politique nécessaire parfois pour amener les institutions communautaires à prendre des décisions sur des sujets particulièrement difficiles.

Voici maintenant l'année 1973 révolue; nous sommes obligés de constater que la partie la plus importante du programme du Sommet de Paris n'a pas été réalisée. Quelle a donc été l'utilité du dernier Sommet, à la fois par rapport aux « dossiers » en cours et dans la perspective politique de l'Union européenne ?

Le président Pompidou a manifesté sa satisfaction. M. Brandt a déclaré que la Communauté était menacée d'éclatement et que le fait de l'avoir évité était en soi positif. Certes, la maison ne s'est pas effondrée.

Mais n'oublions pas que les circonstances sont difficiles, que l'Europe doit faire face à des problèmes graves sur le plan politique, économique et social, et qu'il faudrait par conséquent disposer d'une maison beaucoup plus solide. Nous devons la renforcer, nous l'avons affaiblie. Face au danger de la voir s'écrouler, il n'est pas impossible que chaque habitant cherche un abri ailleurs : la maison restera déserte, une ruine du passé...

Ne plus séparer l'économique et le politique

Sommes-nous trop pessimistes? Sans doute, mais le déroulement du Sommet déconcerte les observateurs.

D'abord du point de vue « technique ». La « causerie au coin du feu » dans laquelle neuf chefs responsables auraient pu se regarder dans le blanc des yeux, pour prendre deux ou trois décisions fondamentales, s'est transformée en une négociation complexe dans le style des réunions du Conseil, psychologiquement dominée par la présence en ville d'une délégation de la Ligue arabe. Il était à prévoir – et nous l'avions prévu – que les circonstances auraient amené le Sommet à s'occuper au fond du problème énergétique, mais cette présence extérieure a été un facteur de trouble. Plus grave : les perspectives de récession, sinon de crise économique ouverte par suite de la crise énergétique, ont profondément influencé les attitudes. Chacun a invoqué la solidarité, brandissant en même temps la menace de l'isolement. La solidarité est le pilier de la Communauté et elle doit être totale pour être crédible. Elle doit être totale d'abord et surtout dans le domaine économique, où il y a intégration. Mais elle doit l'être également sur le plan politique, car – comme M. Ortoli l'a souligné dans sa lettre aux Présidents – l'économique et le politique ne peuvent plus être départagés.

Il était indispensable que du Sommet se dégageât précisément cette volonté politique d'être solidaires, car nous sommes une Communauté : c'est dans la difficulté que la cohésion est mise à l'épreuve. Il fallait que cela se concrétise en quelques énonciations précises. Il n'y en a pas eu. Ceci nous amène à faire une constatation qui est, si l'on veut, réconfortante. Les craintes de « collusion » entre deux ou trois « leaders » se sont révélées sans fondement. Les fameux « sommets bilatéraux » ne semblent pas avoir été très fructueux. Les « petits » peuvent en tirer une certaine satisfaction : maigre parce que les mécanismes

communautaires ne parviennent pas, ou pas encore, à « compenser » les désaccords entre les grands.

Le seul point où l'accord préalable des « grands » est acquis, même s'il n'est pas formulé dans la déclaration finale, concerne la périodicité et la régularité des Sommets. La déclaration finale indique seulement que les Présidents se réuniront « plus fréquemment » et qu'il revient au pays exerçant la présidence de convoquer de telles réunions. Mais la périodicité semestrielle deviendra pratiquement inévitable, l'Allemagne ayant déjà déclaré qu'elle lancerait des invitations pour une réunion en mai-juin et la France pour une réunion à la fin de 1974. « *Si quelqu'un voulait se singulariser – a ajouté M. Jobert – et ne pas lancer d'invitation, tant pis!* ».

En revanche, il n'y a pas eu d'accord entre MM. Pompidou, Heath, Brandt et Rumor en ce qui concerne une conception unitaire de la politique énergétique. Il n'y a pas eu d'accord sur le montant (ou tout au moins sur un ordre de grandeur) du Fonds de développement régional. Il n'y a donc eu aucun accord sur l'exécution des décisions prises au Sommet de Paris. L'orthodoxie communautaire est respectée, car sur ces sujets il appartenait aux institutions de prendre les décisions appropriées. Mais où est donc l'impulsion politique? Nous savons que les Institutions ne peuvent fonctionner que :

- a) si elles ont une impulsion politique, là où l'unanimité serait en tout cas nécessaire et pour les actions « nouvelles »,
- b) si elles ont la possibilité de décider à la majorité dans la plupart des cas,
- c) si elles disposent de l'appui des peuples, c'est-à-dire d'un parlement élu.

Le Sommet n'a pas atteint ces buts et n'a pas rempli toute sa mission. Il n'y a pas eu de véritable acte de courage ou d'imagination. Le résultat le plus important, qui consiste dans les directives données dans l'annexe « Energie », reste sujet à caution car, lorsque le Conseil devra délibérer sur les mesures visant à assurer « *le fonctionnement ordonné du Marché commun de l'énergie* », les divergences d'optique entre les ministres de tutelle sur la signification même de « *fonctionnement ordonné* » surgiront inévitablement.

L'Europe n'a pas encore de gouvernement

Certes, chacun de nos pays connaît des moments difficiles et les arbitrages deviennent nécessaires entre différentes idéologies et différents intérêts. Mais les structures politiques et gouvernementales permettent à un moment donné de faire cet arbitrage, de surmonter contradictions et divergences, d'imposer des sacrifices que l'on suppose répartis équitablement. C'est cela, gouverner. L'Europe n'a pas encore de gouvernement. On avait souhaité que les Sommets fournissent un « embryon » de gouvernement, mais l'expérience n'est pas encore concluante.

Ce qui s'est passé au sujet du Fonds de développement régional est typique. Il n'est pas concevable que dans une Communauté, laquelle s'achemine à devenir une Union économique et monétaire (et, ultérieurement, une Union totale), il ne soit pas possible de rendre les arbitrages nécessaires pour contribuer à réduire les disparités régionales qui existent dans son sein. Et pourtant, il en a été ainsi. Le Sommet n'ayant pas réussi (ou peut-être n'ayant même pas essayé), comment pouvait-on imaginer que le Conseil y réussisse?

La racine est politique

L'échec du Conseil du 18 décembre était inévitable. La thèse spéieuse selon laquelle les perspectives de récession économique rendent sans objet une politique d'aide régionale conçue dans une période d'expansion économique a été contestée par M. Ortoli lui-même : on ne peut pas faire l'Europe rien qu'en s'adaptant à la conjoncture. Et tout le monde sait que, dans le cas de récession, ce seront les régions les plus défavorisées qui en souffriront davantage : elles verront le reflux de milliers de chômeurs dont elles auront à supporter la charge. Cela dit, ceux qui prétendent que l'on ne peut pas « faire la politique des Etats et passer ensuite à la caisse communautaire » n'ont pas tort. On en revient ainsi à la racine de tous les problèmes, qui est politique.

On nous objectera que c'est pour cela que l'Europe a enfin défini sa propre identité. C'est le premier pas sur la voie de la création d'une véritable union politique. Certes, le document sur l'identité est appréciable, et l'on devrait en conseiller la lecture à tous les élèves dans les écoles des Neuf. Mais l'identité présuppose l'individu et l'individu possède une organisation, une structure propre. Or, dans la définition de l'identité, on ne trouve que l'intention de créer des structures. Ce n'est pas assez.

Est-ce dire qu'il faut abandonner tout espoir? Que non! Il faut être conscient des très grandes difficultés présentes et œuvrer pour les surmonter. M. Ortolini a très bien dit : « *La Commission n'est pas du tout décidée à se laisser décourager. Moi non plus. Nous nous battons pour aboutir...* » Il faut donc se battre, s'organiser, mobiliser toutes les forces vives, concentrer l'effort sur les points où il est possible de réaliser des percées, mais en même temps allumer le combat partout. L'Europe c'est vous, ce sont les citoyens.

Dans le communiqué de la conférence au Sommet brille pourtant une lueur d'espoir et surgit une possibilité d'action. Il s'agit de ce paragraphe 2 où il est dit que les Présidents « *ont décidé l'accélération des travaux nécessaires à la définition de l'Union européenne dont ils ont fait leur objectif primordial à la Conférence de Paris. Ils ont demandé à la Présidence de faire sans délai des propositions utiles à cette fin* ». Nous avons déjà perdu un an : ne perdons donc plus de temps. Le chancelier Brandt, qui avait défini une position européenne avancée lors de son discours devant le Parlement européen et qui va avoir la présidence à partir du 1er janvier, a déjà annoncé son intention de se consacrer à cette tâche. Et il a prononcé, lui aussi, les mots « *gouvernement européen* ». Il a dit que sa proposition porterait essentiellement sur la procédure. Cela fait un an que dure l'attente d'une procédure efficace pour 1975.

Est-il utile que les Institutions avancent en ordre dispersé, chacune élaborant des propositions qui pourraient être contradictoires, sans doute incomplètes, et dont on ne saurait pas très bien qui en ferait la synthèse?

Il faut qu'un accord intervienne aussitôt que possible afin de donner à une Institution le *leadership* dans cette œuvre de préparation. Il semblerait logique que ce *leadership* appartienne au Parlement européen, éventuellement renforcé par l'apport de forces politiques nationales. Avoir le *leadership* ne signifie pas travailler seul, mais se concerter mutuellement. Il n'est pas impossible d'imaginer qu'un « premier rapport » portant sur la méthode puisse déjà être déposé dans cinq ou six mois : il pourrait faire l'objet d'un débat approfondi lors du prochain Sommet, et celui-ci donnerait alors les directives pour aller plus loin. Cet effort parallèle, mais finalement convergent, permettrait d'aboutir assez rapidement à des conclusions qui se fonderaient à la fois sur l'expression de la volonté des forces vives de l'Europe et sur l'appréciation réfléchie des responsables au plus haut niveau.

Et les Sommets y trouveraient alors leur justification.

Emanuele Gazzo